

NON à la FRANCHISE et la LOCATION GÉRANCE



FO dénonce le changement de politique économique et donc sociale que le groupe Carrefour opère en recourant massivement aux passages en location gérance (ou franchise) des magasins de notre entreprise, et plus particulièrement les supermarchés de notre enseigne. Ce n'est pas moins de 21 magasins qui sont concernés, rien que sur le premier semestre. Combien pour le second ?

Et à terme, le modèle intégré est-il appelé à disparaître ?

Est-ce que Carrefour a pour ambition de ressembler à Leclerc ou Intermarché et perdre ainsi ce qui était une force ?

Malgré les accords, d'un côté celui relatif « aux garanties sociales » et de l'autre celui relatif à la mise en place « d'une instance paritaire de dialogue et de concertation » FO estime que la route est encore longue pour éviter la casse sociale dans les magasins concernés par ce changement de modèle économique et social.

FO Market affirme que la perte de pouvoir d'achat engendré par le changement de statut provoque la paupérisation des employés, déjà touchés de plein fouet par la précarité des contrats à durée déterminée et le temps partiel subi. FO affirme haut et fort que cela sert à financer les investissements du groupe et maintenir le niveau de rémunération des dividendes des actionnaires.

Ce n'est pas aux salariés à financer la pérennisation de leur emploi !

Fidèle à nos valeurs de dialogue social et de solidarité, concernant les magasins en difficulté économique et déjà identifiés comme étant susceptibles de passer en location gérance, nous demandons à la direction de changer de stratégie et d'envisager d'autres mode de gestion, conservant un statut « d'intégrés » aux salariés. Cela leur permettrait, entre autres, de conserver les primes de Participation et Intéressement Groupe, qui est une enveloppe globale distribuée aux ayants-droits, dont ils ne font plus partis.

Comme en 2018, suite à l'annonce du plan Bompard, FO va appeler ses délégués, élus et adhérents à se positionner sur la suite à donner, dans ce dossier nous n'excluons aucune forme d'action, que ce soit dans les magasins ou sur le terrain médiatique à l'instar de nos collègues des Hypermarchés.

